



Le calendrier réserve bien des surprises. Ce jeudi 22 mars, nous célébrons la journée internationale de l'eau et de la sécurité alimentaire. La veille, j'ai reçu un courrier électronique m'informant que l'Union européenne travaille à ce que le droit à l'eau et à l'assainissement ne soit plus considéré comme un droit fondamental pour l'humanité.

Depuis plusieurs mois, l'Organisation des Nations-Unies travaille, avec d'autres organismes internationaux comme l'Union européenne, à la rédaction du texte en vue du sommet de la terre « Rio+20 ». Ce document, intitulé « Le Futur que nous voulons », fixe les grandes orientations en matière de développement durable. Il évoque donc les questions liées à l'eau et à l'assainissement. Or, Nis Christensen, chef danois du Secrétariat de Rio +20, a confirmé le 18 mars que l'Union européenne propose de supprimer la référence au droit humain à l'eau et à l'assainissement dans le texte de l'ONU.

Je condamne avec la plus grande fermeté cette tentative de l'actuelle Union Européenne de saboter la grande conquête que représente la reconnaissance du droit humain à l'eau et à l'assainissement par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 28 juillet 2010. Si elle est choquante, elle n'est pas étonnante. Il faut savoir que 16 pays de l'UE sur 27, donc la majorité des Etats membres, se sont abstenus lors du vote de la résolution de l'ONU. Dans les pratiques onusiennes, l'abstention signifie une forme voilée d'opposition. Il faut empêcher que ces mêmes pays (parmi lesquels le chef de file est le Royaume-Uni) parviennent à mutiler le droit à l'eau à l'occasion de Rio+20, la plus grande rencontre de ces vingt dernières années par la communauté internationale sur le devenir de la vie sur la Planète Terre. Vous comprendrez aisément mon écoeurement ce matin. Vous comprendrez pourquoi je signe des deux mains la lettre ouverte initiée par Ricardo Petrella, secrétaire général du Comité international pour un Contrat mondial de l'eau, en direction des parlementaires européens. Que ce soit localement, avec la Communauté d'agglomération Les Lacs de l'Essonne, ou nationalement avec mes amis de la Fondation France-Libertés et Aqua Publica Europae, je n'ai de cesse de me battre pour que l'accès à l'eau soit reconnu comme un droit inaliénable de l'Humanité. L'eau est le bien commun à tout être humain et, comme je l'ai déjà dit et redit, il est d'autant plus précieux que

rare.

C'est au nom de ce principe que, depuis le 1er janvier 2011 qu'elle existe, la Régie publique Eau des Lacs de l'Essonne a fait le choix de la gratuité des 3 premiers litres par jour et par personne. C'est aussi pour sensibiliser à la rareté du bien commun qu'est l'eau que nous avons mis en place un tarif d'accès au service progressif. Plus on consomme, plus on paie. Cela a pour but de prévenir le gaspillage de la ressource.

Avec mes amis du Front de Gauche, je vous enjoins à interpeller vos députés européens pour mettre fin aux agissements des négociateurs de l'Union européenne, qui ne disposent d'aucun mandat du peuple, d'aucune consigne démocratique fixée par les 500 millions d'habitants de l'Europe.

En ce jour où chacun doit se sentir encore plus concerné par l'eau et la sécurité alimentaire, c'est une question de justice pour tous.